



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3047

Texte de la question

SAUVETAGE DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à Mme Danielle Auroi, pour le groupe écologiste.

Mme Danielle Auroi. Monsieur le ministre des finances, à mon tour, je poserai une question sur les négociations avec la Grèce qui doivent aboutir dans les heures qui viennent – nous l'espérons en tout cas.

On sent enfin un élan d'optimisme. Chacun fait un pas : le gouvernement grec en acceptant certaines hausses de TVA, les Européens en comprenant la volonté grecque de protéger les petites retraites ou l'accès de tous aux médicaments. De son côté, le FMI reconnaît que l'austérité imposée a provoqué un terrible recul économique mais dans le même temps veut contraindre un pays exsangue à de nouvelles restrictions. C'est quelque peu schizophrène.

Certes, des transformations profondes sont nécessaires en Grèce. Le Gouvernement a la lourde tâche de faire disparaître zones de non-droit et économie souterraine. Les réformes doivent s'éloigner de la doxa austéritaire – réduction des prestations sociales ou des salaires – et viser plutôt l'équité, l'éradication du très ancien système clientéliste, la lutte contre la corruption, en même temps que doit être engagée une vraie réforme fiscale.

Mais n'oublions pas de saluer la solidarité des Grecs les plus pauvres, dans les îles, avec les migrants : nous pourrions prendre exemple sur eux !

Aujourd'hui, le gouvernement français souhaite un « accord global et durable », et je salue cet engagement. Le choix de la confiance au nouveau gouvernement grec constitue pour nous tous une chance historique.

Alors, pourrait-on envisager, monsieur le ministre, que les mesures de consolidation budgétaire soient compensées, du moins la première année, par un programme d'investissements piloté par l'Union ? Un tel programme, axé sur des secteurs d'avenir et d'emploi tels que les énergies renouvelables, permettrait à la Grèce de s'investir dans l'Union de l'énergie, dont l'Europe a besoin pour faire face au changement climatique.

La France, monsieur le ministre, est-elle prête à soutenir ces propositions qui pourront donner à la Grèce toute la place qu'elle mérite dans l'Europe ? Est-elle prête à soutenir une relance tournée vers un avenir décarboné et à montrer, dans tous les domaines, sa solidarité avec le peuple grec ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Votre question, madame la députée, me permet

de compléter les réponses que je viens de faire sur les moyens de trouver ensemble une solution, je le redis, globale et durable.

En reparer toutes les trois semaines, en effet, a beaucoup d'inconvénients. Je ne parle pas du temps que nous y passons ; je veux dire que pendant ce temps-là, l'économie grecque est à l'arrêt, les entreprises grecques n'investissent plus, les salariés grecs sont dans l'inquiétude. C'est de cette situation qu'il faut aider le gouvernement grec et sa majorité à sortir.

Pour en sortir, vous avez raison, madame la présidente de la commission des affaires européennes, d'insister sur la question de l'investissement. Oui, les Grecs doivent faire des efforts pour équilibrer leur budget. Faire des efforts, nous en savons nous-mêmes quelque chose – même si les nôtres sont bien loin de ceux demandés aux Grecs dans le passé –, cela veut dire diminuer un certain nombre de dépenses, augmenter un certain nombre d'impôts. Mais nous devons aider la Grèce à compenser, le terme est exact, ces efforts par une solidarité venant soutenir les investissements.

Le plan global auquel le Président de la République française appelle chacun traite de budget, de fiscalité, de lutte contre la fraude fiscale, mais aussi d'investissement et de développement économique.

Des propositions sont faites au niveau de la Commission – M. Juncker y est particulièrement attentif – pour que, parallèlement aux efforts aujourd'hui promis par la Grèce, nous soyons en mesure d'apporter des crédits, notamment par le biais des fonds structurels européens, afin de développer l'économie grecque dans tous ses aspects, en particulier environnemental, de façon qu'elle puisse intégrer les contraintes climatiques. Il y a en effet là, en Grèce comme ailleurs, une capacité de création d'emplois et de développement économique, ce dont la Grèce a particulièrement besoin. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : [Mme Danielle Auroi](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (3^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3047

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 juin 2015](#)